

Une politique de l'énergie schizophrène, une démocratie de façade, un gaspillage écoeurant

Depuis vingt ans, en France et en Europe, la politique de l'énergie est folle. Avec dix objectifs souvent incompatibles, comment ne pas être schizophrène ? Les fous sont souvent drôles. Mais, dans les circonstances actuelles, ce qui était risible devient insupportable.

Parmi les objectifs : les émissions de CO₂, la sécurité d'approvisionnement en énergie et l'autonomie stratégique, le pouvoir d'achat, la compétitivité de notre économie, les pollutions locales, la biodiversité sans oublier, naturellement, la consommation d'énergie, les éoliennes et le photovoltaïque.

L'objectif de diminuer les émissions de CO₂, incontestable, répond à nos engagements internationaux.

Des économies d'énergie quoi qu'il en coûte ; de l'éolien et du photovoltaïque quoi qu'il en coûte

Pour diminuer nos émissions, tout le monde est bien d'accord qu'il faudra diminuer la consommation d'énergie. Mais tout se passe comme si l'économie d'énergie était devenue un devoir moral qui s'impose quoi qu'il en coûte. La SNBC, stratégie nationale bas carbone approuvée par la loi, veut diviser par deux d'ici 2050 la consommation d'énergie sans même avoir mesuré ce que cela implique.

Peut-on aujourd'hui prévoir une forte diminution par l'industrie alors que nous avons pris conscience des conséquences stratégiques de son affaiblissement ? Quant au logement, qui sera d'accord avec la SNBC pour une concentration urbaine toujours plus poussée d'appartements toujours plus petits dans des logements collectifs et sans plus de maisons individuelles ? De plus, tous les logements existants devraient être mis au standard « basse consommation ». Comparé à une isolation raisonnable, ce serait chaque année pendant trente ans 30 milliards de travaux et d'équipements de chauffage de plus pour économiser environ 8 milliards d'euros d'énergie. Soit 22 milliards d'euros par an de plus.

Pour la production d'électricité, le développement de l'éolien du photovoltaïque est également porté au rang d'un objectif à atteindre quoi qu'il en coûte. 7 milliards d'euros par an, c'est ce que nous coûtent chaque année et encore pendant une dizaine d'années les décisions *qui ont déjà été prises* pour les aider alors qu'on n'en avait pas besoin et qu'ils ne diminuent aucunement les émissions de CO₂ lorsqu'ils remplacent du nucléaire (voir un rapport de la Cour des Comptes). Mais ce n'est pas assez ! La PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie) que la ministre vient de signer prévoit non seulement de doubler ou tripler la capacité éolienne et photovoltaïque mais aussi d'arrêter des réacteurs nucléaires en état de fonctionnement. Personne ne nous a dit combien cela nous coûtera. Voici une réponse que tout le monde peut vérifier : de 7 à 10 milliards d'euros par an de plus que si les réacteurs nucléaires fonctionnaient aussi longtemps qu'ils le peuvent en toute sécurité.

Pour retrouver la raison, un objectif : moins de CO₂ pour pas trop cher

Cet objectif sera atteint avec notre potentiel nucléaire et avec peu d'éolien et de photovoltaïque.

On peut le vérifier avec les moyens de simulation publiés sur www.hprevot.fr.

Alors plusieurs autres objectifs seront en même temps touchés : le pouvoir d'achat ; la compétitivité de l'économie ; la biodiversité car le nucléaire encombre cent ou mille fois moins de surface que l'éolien et le photovoltaïque ; la consommation de matériau (dix à vingt fois moins de cuivre et de sable) et l'autonomie stratégique car le nucléaire n'utilise pas de terres rares ni de métaux stratégiques et, avec sa quatrième génération, disposera de l'uranium naturel ayant servi à faire de l'uranium enrichi.

Pour retrouver la raison, faire vivre la démocratie, aujourd'hui purement formelle

Grenelle de l'environnement, débat public, conférence citoyenne, etc., tout est fait apparemment pour faire vivre la démocratie. *Mais tout cela est vain* tant que la population est mal informée : 60 % croit que le nucléaire émet du CO₂. *Tout cela est vain* tant que l'Etat n'aura pas chiffré et publié les dépenses causées par les objectifs qu'il fixe : l'enjeu est un gaspillage de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Dans les périodes aussi difficiles que celle qui s'annonce, avec le chômage et les drames qui l'accompagneront, ce gaspillage est criminel.